



**RAPPORT ANNUEL 2015
DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE
SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF
MADAGASCAR
RAPID RESPONSE
FLOOD 2015**

COORDONNATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE

Fatma Samoura

RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci d'indiquer quand l'After Action Review (AAR) a été conduit et qui a participé.

n/a

- b. Merci de confirmer que le rapport CERF du Coordonnateur Résident et/ou Coordonnateur de l'Action Humanitaire (CR/CH) a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.

OUI NON

- c. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?

OUI NON

Bureau national de gestion des risques et catastrophes

Cellule de Prévention et de Gestion des Urgences

Office National pour la Nutrition

Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme

Ministère de la Santé Publique

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 8.01 millions de dollars Américains (besoins les plus urgents)</i>		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	2,294,798
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (le cas échéant)	0
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	\$7,365,738
	TOTAL	9,660,536

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
Allocation 1 – date de la soumission officielle: 23-Mar-15			
Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
UNICEF	15-RR-CEF-037	WASH	104,004
UNICEF	15-RR-CEF-038	Nutrition	324,330
FAO	15-RR-FAO-015	Sécurité Alimentaire	300,001
WFP	15-RR-WFP-025	Nutrition	506,458
WFP	15-RR-WFP-026	Sécurité Alimentaire	1,060,005
TOTAL			2,294,798

TABLE 3: REPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITES DE MISE EN OEUVRE (US\$)	
Modalité de mise en œuvre	Montant
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies/IOM	2,013,094
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	151,033
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	130,671
TOTAL	2,294,798

BESOINS HUMANITAIRES

Le Grand Sud de Madagascar, composé des régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo Andrefana, est une zone habitée par 1,8 millions de personnes. Elle est structurellement aride et qui ne reçoit qu'en moyenne 500 mm de pluie par an. L'insuffisance de la pluviométrie dès le début de 2014 avait affecté les récoltes de la contre saison de juin-juillet 2014. Ce déficit pluviométrique avait continué pendant la période cruciale entre septembre et décembre 2014, la moyenne des précipitations était bien en dessous de la moyenne normale (de 25% à 55%), et en conséquence les récoltes de décembre 2014/janvier 2015 ont été presque nulles. Cette situation avait réduit considérablement les stocks alimentaires et de semences disponibles au niveau des ménages, ayant significativement diminué leur capacité pour faire face à la soudure alimentaire d'octobre 2014 à avril 2015. Parallèlement, alors que leur revenu était aussi fortement impacté, il y avait eu une flambée des prix des denrées alimentaires. Par ailleurs, ce déficit prolongé de pluies avait limité la disponibilité d'aliments de

cueillette qui servent de sources alternatives d'aliments. L'accumulation de tous ces facteurs a aggravé rapidement la situation de l'insécurité alimentaire dès la fin de 2014. En cette période, faute d'un vrai système d'alerte précoce dans cette zone, des messages de détresse successifs ont commencé à être émis par les Autorités locales et les partenaires de développement sur les conséquences inquiétantes de ce déficit prolongé de pluies dans sept districts dans les trois régions du Grand sud. En réponse à ces appels, une évaluation rapide multisectorielle avait alors été organisée conjointement par les secteurs Nutrition, Sécurité alimentaire, Eau-Hygiène-Assainissement, et Santé, avec la participation du Ministère de la Santé publique (MSP), de l'Office national de nutrition (ONN), du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), du PAM, de l'UNICEF et de l'UNOCHA.

Les résultats de cette évaluation rapide multisectorielle avaient montré :

- Un déficit pluviométrique entre septembre 2014 et janvier 2015, de 22% à 55% par rapport à la moyenne des 15 dernières années.
- Des semis répétés dans des conditions marquées par cette insuffisance de pluies, qui avaient épuisé les stocks de semences et de boutures de manioc chez les ménages. Le retour des pluies, occasionné par le passage de la tempête tropicale Fundi en février 2015, avait permis à une partie de la population (celle qui disposait encore de semences) de redémarrer les activités agricoles mais ce démarrage tardif entraînait une récolte tardive, qui à son tour, avait entraîné une détérioration de la situation pendant les trois mois qui s'en suivaient. Par ailleurs, les prévisions du niveau des récoltes principales pour la campagne 2014/2015 étaient très faibles.
- Un accès des ménages aux aliments de base et à l'eau qui avait été limité par la forte hausse des prix des denrées : maïs, manioc, riz, seau d'eau. Les prix de ces denrées de base et des aliments de substitution demeuraient anormalement élevés et bien au-dessus de la moyenne. Dans certaines localités, l'augmentation des prix avait même atteint jusqu'à 130% par rapport à une année normale. En conséquence, les ménages étaient en train d'adopter des extrêmes stratégies de survie comme la vente de leur bien de production, la migration, la consommation des semences et des aliments de disette très dangereux pour la santé.
- Sur le plan nutritionnel, les mesures du périmètre brachial, bien que non représentatives, avaient montré des niveaux de malnutrition aigüe sévère (PB<115 mm) allant de 2.3% à 9.2% alors que la proportion d'enfants souffrant de malnutrition aigüe modérée variait de 10.2 % à Ampanihy à 16.5 % à Tsihombe. La méthode d'évaluation rapide adoptée n'ayant pas été représentative, ces résultats n'ont pas pu être rigoureusement comparés à ceux des enquêtes. Toutefois et à titre illustratif, on notait qu'une série d'enquêtes conduites dans les districts des trois régions du Grand sud suite à des alertes reçues en mai 2006 et en mars 2010 montrent des prévalences de malnutrition aigüe globale variant de 3.2 % (Itampolo, Anosy, mai 2006) à 14.5 % (Anosy mars/avril 2009) et des prévalences de malnutrition aigüe sévère oscillant entre 0.3 % (Anosy, novembre 2009) et 3 % (Anosy, mars/avril 2009). Ces comparaisons suggèrent clairement une détérioration de la situation nutrition dans ces districts.

L'ensemble des données recueillies par cette même évaluation a été comparé à celui du Plan de contingence national « Sécheresse » élaboré en 2012 sur la base de données sur les crises historiques depuis 1997. Cette comparaison a permis de classer le niveau d'impact de cette situation de 2015 comme une situation humanitaire de niveau « moyen » et d'estimer le nombre de personnes affectées dans les sept districts entre 200,000 et 350,000 dont au moins 40,000 enfants de moins de 5 ans. Par rapport à cette situation, le Gouvernement Malagasy en consultation avec l'Equipe Humanitaire du Pays, avait déclaré une situation d'urgence en février 2015 pour les trois régions du Grand sud et avait lancé un appel à l'aide internationale.

L'évaluation rapide multisectorielle recommande une réponse humanitaire immédiate pendant trois mois jusqu'à la fin de la récolte en mai 2015, en se concentrant sur les trois districts les plus touchés (Amboasary, Ambovombe et Bekily) et des interventions ciblées dans les quatre autres districts (Betioky Atsimo, Ampanihy Ouest, Beloha, et Tsihombe).

En vue de répondre directement à cette situation, le Gouvernement et les partenaires avaient mobilisé immédiatement leurs ressources propres, y compris l'affectation de certaines activités des programmes réguliers aux activités d'urgence. En tout, les besoins les plus urgents des 120,000 personnes étaient couverts par ces ressources existantes alors que 80,000 personnes étaient toujours dans une situation de besoin d'assistance humanitaire immédiate.

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Le plan de contingence « Sécheresse » du Grand sud qui couvre la période allant de 2012 à 2015 a été activé et la stratégie de réponse élaborée a été totalement la même que celle décrite dans les plans de réponse sectorielle.

Sur la base des résultats de l'évaluation rapide multisectorielle, trois districts (Bekily, Androy et Amboasary) ont été priorisés sur les sept districts affectés, où une réponse multisectorielle immédiate était nécessaire.

Synthèse des priorités d'intervention

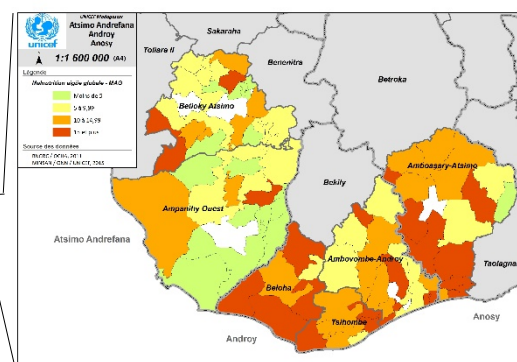
Priorités d'intervention	Nombre estimatif de personnes ciblées	Durée (mois)
Aide alimentaire à travers des opérations HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre)	200,000 personnes	3 mois
Dépistage de masse des enfants de 6 à 59 mois et des femmes enceintes	40,000 enfants <5ans	Une fois
Prévention de la Malnutrition Aigüe	38,000 enfants <5ans	3 mois
Prise en charge de la Malnutrition aigüe sévère (MAS) et de l'approvisionnement continu en médicaments et en aliments thérapeutiques (CRENA et CRENI)	2,000 enfants	3 mois
Prise en charge de la malnutrition aigüe modérée (MAM)	5,750 (14% de 40.000)	3 mois
Relance agricole (distribution des semences)	28,500 ménages (200,000 pers)	-
Traitement de l'eau à domicile et distribution des Kit Wash aux ménages ayant des enfants malnutris	6,000 ménages	3 mois

Après l'évaluation rapide multisectorielle, un dépistage de masse avait été conduit afin de mieux cerner l'importance de la situation au niveau géographique le plus bas (Commune). En effet, un dépistage de masse mené auprès de 196,271 enfants de moins de 5 ans (plus de 80% des enfants dans la zone) avait montré que le nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant besoin d'appui nutritionnel était doublé par rapport à l'estimation initiale.

Taux de malnutrition aigüe globale (MAG)

Indicateurs mesurés	2013	2014	2015
<i>Amboasary sud</i>	3.0%	2.9%	14.1%
<i>Ambovombe</i>	6.7%	8.4%	12.1%
<i>Beloha</i>	5.4%	3.6%	15.1%
<i>Tsihombe</i>	4.3%	7.9%	13.7%
<i>Ampanihy</i>	4.0%	3.0%	9.9%
<i>Betioky</i>	2.8%	6.0%	7.1%

Sources : Dépistage de masse et évaluation approfondie (UNICEF, ONN, MINSAN)



33 communes (sur les 104 dans le Grand sud) avaient présenté des taux de Malnutrition Aigüe Globale très alarmants (>15%) et l'inter-cluster a décidé de prioriser les interventions multisectorielles vers ces Communes.

III. LE PROCESSUS CERF

Le processus CERF a démarré dès la détection des effets de la sécheresse en février 2015 chez les enfants de moins de 5 ans qui avaient déjà présenté un taux moyen de malnutrition aigüe sévère entre 2.3% et 9.2% selon les zones alors qu'il avait été en 2013 entre 0.7% à 1.7% (taux calculé à partir des mesures du périmètre brachial). Le plan de contingence national sur la sécheresse prévoit trois scénarios, qui varie du niveau faible, moyen à sévère. Chaque niveau a été classé selon quelques indicateurs quantitatifs avec des seuils bien précis identifiés à partir des données historiques relatives aux urgences humanitaires pendant les 15 dernières années. En comparant les résultats des indicateurs collectés pendant l'évaluation rapide multisectorielle et le dépistage de masse, le niveau de l'urgence a été considéré comme « moyen » et nécessitait une assistance humanitaire immédiate.

Pour répondre à l'aide internationale lancée par le Gouvernement, l'Equipe Humanitaire du Pays (HCT) a décidé que comme la majorité des ressources locales ont été mobilisées pour les réponses aux intempéries, des ressources additionnelles externes devaient être mobilisées pour répondre à la situation de sécheresse dans le Grand sud. En effet, sur un besoin total de 8.01 millions de dollars E.U. nécessaire, le déficit de financement s'élevait à 6.1 millions de dollars E.U. Le HCT a décidé le 5 mars 2015 de soumettre une demande de subvention au CERF RR pour un total d'environ 2.4 millions

de dollars. En tenant compte du niveau des capacités disponibles aussi bien chez le Gouvernement que chez les partenaires, de la nécessité de poursuivre de l'urgence les réponses aux intempéries, ce montant de 2.4 million de dollars était le minimum nécessaire pour démarrer les interventions d'urgence immédiates.

La stratégie globale de la réponse a été dictée par le plan de contingence sécheresse qui couvre la période de 2012-2015, à partir du moment où le scénario de crise à impact moyen tel que défini dans le plan de contingence a été fixé. En effet, pour ce scénario, trois secteurs humanitaires sont appelés à intervenir, notamment la Sécurité alimentaire et moyen de subsistance, la nutrition et l'eau/hygiène/assainissement. En conséquence, les réponses formulées à travers le fonds CERF ont fait partie de la réponse globale dictée par le plan de contingence.

L'intervention prévue consiste à fournir des réponses multisectorielles immédiates pour 65,000 personnes les plus vulnérables pendant trois mois selon les trois objectifs stratégiques suivants :

- OS1. Eviter les pertes en vies humaines chez les enfants moins de 5 ans, et les femmes enceintes et allaitantes dans les trois districts les plus affectés
- OS2. Améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables dans les districts les plus affectés et dans les communes les plus affectées dans d'autres districts
- OS3. Fournir des services d'appui en eau potable pour les ménages les plus vulnérables ainsi que des services essentiels de santé incluant les soins maternels et la surveillance des maladies de soins médicaux pour l'ensemble de la zone.

Tous les sept districts du Grand sud (Betioky Atsimo, Ampanihy Ouest, Beloha, Tsihombe, Amboasary, Ambovombe et Bekily) étaient touchés mais trois districts d'entre eux (Amboasary, Ambovombe et Bekily) gravement touchés. Suite à l'évaluation rapide, les projets soumis à cette réponse rapide vont se concentrer, d'une manière coordonnée, sur les trois districts les plus touchés avec des interventions ciblées dans les quatre autres districts pendant une période de trois mois jusqu'à la fin de la récolte en mai 2015 et pour 65,000 personnes. Les secteurs ont ensuite résolu de focaliser sur des activités ciblées dans les 33 communes à l'intérieur de ces districts, où les taux de malnutrition aigüe globale et sévère sont les plus élevés.

Du point de vue complémentarité, à cause de la situation d'insécurité alimentaire à caractère chronique dans le Grand sud, plusieurs programmes réguliers sont mis en œuvre dans les sept districts les plus touchés notamment pendant les périodes de soudure alimentaire. En cas de crise déclarée, et en cas d'activation du plan de contingence, ces programmes sont ajustés pour assurer les premières interventions pour sauver des vies.

En effet, les réponses CERF ont été formulées pour être complémentaires avec les capacités mobilisables existantes. Les bénéficiaires suivants ont été identifiés comme prioritaires dans la réponse prévue par le fonds CERF.

- Assistance alimentaire pour 65,000 personnes pendant trois mois
- 22,200 enfants à risque des cas de Malnutrition Aigüe Globale
- 2,700 enfants atteints de malnutrition aigüe modérée (MAM). La couverture des programmes de prise en charge de la MAM étant limitée, seulement 1,800 enfants seront réhabilités.
- Traitement de 2,000 enfants moins de 5 ans atteints de malnutrition aigüe sévère (MAS)
- Appui à la relance agricole pour 13,000 ménages
- Traitement de l'eau à domicile accompagné de distribution des kits Wash pour 1,800 ménages avec des enfants malnutris.
- Par ailleurs, la dimension « Protection » et l'aspect « Genre » ont été pris en compte de manière transversale ; l'intervention sur l'assistance alimentaire privilégiera les ménages dirigés par les femmes, l'appui à l'approvisionnement en eau se limite aux ménages qui ont des enfants malnutris de moins de 5 ans, etc.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTEES ET BENEFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR¹

Nombre total des personnes affectées par la crise : 200,000 personnes dont 40,000 enfants moins de 5 ans

Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes			Hommes			Total		
	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	< 18 ans	≥ 18 ans	Total	Enfants (< 18 ans)	Adultes (≥ 18 ans)	Total
WASH			5,242			4,118	5,898 y compris 1,800 enfants malnutris	3,462	9,360
Nutrition (PAM)	4,619	8,625	13,244	4,672		4,672	9,291 (227.236 enfants dépistés dont 2,300 cas de MAS traités)	8,625	17,916
Sécurité Alimentaire			34,137			34,342			68,479
Agriculture			7,766 (ménages dont les chefs sont des femmes)			5,598 (ménages dont les chefs sont des hommes)			13,364

ESTIMATION DES BENEFICIAIRES

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BENEFICIES DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF²

	Enfants (< 18 ans)	Adultes (≥ 18 ans)	Total
Femmes	4,619	34,137	34,137
Hommes	4,672	34,342	34,342
Total (Femmes + Hommes)		68,479	68,479

Le nombre total de bénéficiaire cible correspond à celui des cibles du secteur Sécurité alimentaire et moyen de subsistance comme toutes les assistances s'étaient focalisées sur l'appui aux ménages en situation d'insécurité alimentaire. L'assistance nutritionnelle avait ciblé les enfants moins de 5 ans qui se trouvent dans ce même groupe de ménage ; mais les 223,236 enfants moins de 5 ans cibles du dépistage massif ne devraient pas être considérés comme des bénéficiaires directs du projet.

L'assistance fournie par les secteurs eau et assainissement et l'agriculture avait ciblé les mêmes bénéficiaires. D'où, à la fin des projets financés par le CERF, 68,479 personnes ont bénéficié directement des assistances, donc légèrement supérieure à la planification initiale.

RESULTATS DU FINANCEMENT CERF

D'une manière générale, les résultats de tous les financements reçus à travers les réponses multisectorielles apportées ont permis de réduire significativement l'ampleur de l'urgence humanitaire entre mars 2015 (premier mois après le début de

l'urgence) et aout 2015 (avant-dernier mois de la fin des réponses financées par le CERF), notamment sur la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tel que reporté dans les figures ci-après.

Résultats des réponses multisectorielles

Indicateurs suivis	Mars 2015	Aout 2015
Personnes en insécurité alimentaire sévère (totale)	579.000	390.000
Dont nécessitant une assistance humanitaire immédiate	144.000	55.000
Signe d'amélioration de la situation nutritionnelle		

Sources : Evaluation CFSAM 2015, Cluster Nutrition

Ces résultats ont pu être comparés à partir des deux sources d'évaluations, respectivement conduite au début de l'urgence et à quatre mois après le démarrage des réponses, avec relativement les mêmes méthodologies. En effet, le cluster nutrition avait réalisé deux dépistages de masse ayant ciblé tous les enfants moins de 5 ans avec la même méthodologie ; le cluster sécurité alimentaire et moyen subsistance avait aussi réalisé initialement une évaluation approfondie au début de l'urgence, puis une enquête sur l'évaluation des récoltes et de l'insécurité alimentaire avec une méthodologie d'échantillonnage différente mais en utilisant les mêmes indicateurs. Suite au dépistage, le nombre de cas de malnutrition aigüe sévère trouvé était de 5,700 cas, le CERF a permis de prendre en charge 2,530 cas d'entre eux soit 110% de la cible de 2,300 prévue. Le taux de guérison à la fin du projet et sur l'ensemble des sept districts est de 71.5%, ce qui est un peu en dessous des 75% prescrit par le protocole national.

La raison principale est que le taux d'abandon du traitement est élevé (plus de 18%) et cela essentiellement à cause de l'éloignement d'une partie des patients des structures de traitement. En effet, bien que le financement CERF ait permis d'appuyer le transport intra- district des intrants, il y a des localités qui sont inaccessibles et dont l'approvisionnement demeure difficile même si les moyens existent pour couvrir les frais de transport. Ainsi, alors qu'aucun des sept districts n'a connu de rupture en intrant, 21 centres de traitement (sur les 148) ont connu des ruptures en aliment thérapeutique pour une période dépassant une semaine. Enfin, les abandons sont aussi en partie expliqués par le nombre insuffisant d'agents de santé dans les structures. La plupart des centres de santé n'ont qu'un(e) seul(e) agent, et lorsqu'elle/il se déplace pour diverses raisons, le centre reste fermé, une situation qui démotive les patients.

Pour remédier à ces contraintes, UNICEF a appuyé financièrement des districts pour couvrir les frais de transport intra-district des intrants, et a recruté des consultants en nutrition dans les districts pour appuyer la coordination et la supervision formative. Grace à ces mesures palliatives et en dépit des difficultés, on peut noter que le taux de guérison atteint dans le cadre du projet CERF est tout de même supérieur à celui enregistré en général dans le reste du pays (61 %) et que le taux de décès (0.5 %) reste dans les limites (moins de 5 %) prescrites par le protocole national.

Les réponses financées par le CERF ont contribué significativement à ces résultats comme les autres financements sont arrivés quelques mois après le début effectif des réponses, notamment à partir du juillet 2015.

L'obtention de ces résultats a été la conséquence des grandes réalisations coordonnées et listées ci-après :

- La distribution de vivres pour 68,479 personnes, dont distribution gratuite et ciblée de vivres pour 34,250 personnes les plus affectées par l'insécurité alimentaire et sans force de travail (ménages monoparentaux avec des enfants en bas âge et enfants malnutris, personnes âgées et handicapées, femmes enceintes/femmes allaitantes).
- La fourniture d'intrants et des petits matériels agricoles pour 13,364 ménages agricoles, soit 66,820 individus. Ces ménages ont pu relancer leurs activités agricoles composées essentiellement par des cultures vivrières et des cultures maraichères. Les productions issues des cultures vivrières et maraichères ont permis aux paysans victimes de la sécheresse de faire face à la prolongation des périodes de soudure alimentaire, de reconstituer leurs moyens de subsistance et d'augmenter leurs capacités d'adaptation
- La distribution de vivres conditionnée à la distribution des semences : les ménages bénéficiaires des semences ont bénéficié d'une assistance alimentaire pour subvenir à leurs besoins immédiats en alimentation, protéger les semences et également assurer des activités relatives à la relance agricole d'urgence : aménagement des champs de culture, entretien des cultures jusqu'aux récoltes courant juin 2015.
- Les travaux VCT réalisés concernaient surtout des travaux favorisant la relance agricole en vue d'une restauration rapide des moyens de subsistance et de la disponibilité alimentaire, dont aménagement/mise en culture de parcelles agricoles pour les cultures vivrières (manioc) et maraichères d'une superficie totale d'environ 700 ha, construction de 09 bassins de captage d'eau d'une capacité totale de 4,500 m3, reboisement sur 21 ha de parcelles communautaires et réhabilitation de 14km de canaux d'irrigation. A travers la distribution des vivres, les ménages bénéficiaires ont pu avoir un profil de consommation alimentaire adéquat et s'atteler à leurs activités agricoles.

- La formation de 685 paysans leaders et paysans sur les itinéraires techniques pour ensuite assister 162,79 autres paysans bénéficiaires dans les zones d'interventions du projet, sur la pratique de bonnes méthodes agricoles.
- L'évaluation de la situation nutritionnelle de 40,000 enfants dans les districts affectés (Amboassary, Bekily, Ambovombe, Tshiombe, Behelo, Betioky, Ampanihy), d'identifier ceux atteints de malnutrition aigüe sévère (estimés alors à 2,300) et de les référer aux structures de santé pour une prise en charge selon les standards nationaux prescrits dans le protocole national de traitement de la malnutrition. Par ailleurs, dans le domaine de la prévention, le financement visait à permettre le déparasitage et assurer le counseling sur les bonnes pratiques d'alimentation pour au moins 27,880 enfants de moins de 5 ans et de leur mère. Au terme de la durée de la mise en œuvre, les résultats atteints sont : 227,236 enfants de moins de 5 ans dans les sept districts ont eu leur état nutritionnel évalué au périmètre brachial. Cela représente presque 570% de la cible initialement prévue. Ce dépassement résulte de deux faits : le plan de contingence qui avait été utilisé pour déterminer le nombre de bénéficiaires a amplement sous-estimé le nombre de bénéficiaires et l'évaluation a été faite par la méthode de porte à porte ce qui a permis d'atteindre bien plus d'enfants que si elle était faite en site fixe dans les centres de santé.
- L'achat et l'acheminement des matériels et équipements Wash à savoir les filtres céramiques, les dispositifs de lavages de mains et les savons destinés aux 1,800 familles cibles avec enfants malnutris dans les trois districts pour couvrir les principaux besoins à court terme, la vulgarisation du traitement d'eau à domicile et le lavage des mains avec du savon.

Par ailleurs, ces résultats sont aussi pertinents en terme de la planification au développement car ils ont permis de créer/réhabiliter des actifs communautaires et des ménages et d'introduire des techniques novatrices et des semences de bonne qualité dans le système de production existant au sein des communautés vulnérables. Des systèmes assez basiques mais totalement novateurs dans les zones d'intervention du projet.

Malgré ces améliorations et ces acquis, des facteurs aggravants persistent et risquent encore de détériorer la situation alimentaire pendant la période de soudure d'août à décembre 2015 :

- o les pertes de récolte des principales cultures (riz, manioc, maïs) en mai/juin 2015 causées par le déficit prolongé des pluies entre septembre 2014 et janvier 2015 sont énormes, entre 30% à 85% par rapport à celle de 2014 et par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;
- o le déficit des pluies continue, atteignant jusqu'à 50% depuis mai 2015 par rapport à la moyenne normale ; les cultures de contre-saison de juin 2015 n'ont pas effectivement démarré. Selon la prévision pour les prochains mois sous le régime de l'El Nino, ce déficit va persister dans le Grand sud jusqu'en mars 2016, d'où le risque de non démarrage effectif de la campagne de grande saison en octobre 2015 ;
- o et la grande partie des réponses actuelles s'est terminée et aucune assistance significative n'est prévue pour le moment.

VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?

OUI EN PARTIE NON

Les réponses financées par le CERF ont démarré en mars 2015 et ont effectivement mis en œuvre à partir d'avril 2015, soit dès le premier mois de l'annonce officielle de l'urgence humanitaire dans le sud. Dès l'approbation du financement, UNICEF a pu préfinancer les interventions avec ses fonds propres, ce qui a permis une réponse relativement rapide dans le domaine de la nutrition et en particulier celui du traitement de la malnutrition aigüe sévère. En effet, les intrants nutritionnels pour la prévention de la malnutrition aigüe ont pu être achetés localement et distribués rapidement aux bénéficiaires, dès avril 2015 ; les intrants pour le traitement de la MAM ont été achetés et distribués à partir de juillet 2015 ; les paysans victimes de la sécheresse ont pu relancer à temps leurs activités agricoles à partir des intrants et des petits matériels agricoles distribués et de l'encadrement technique fourni par les partenaires de mise en œuvre ; et enfin l'assistance alimentaire aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire a démarré dès l'obtention de l'allocation CERF.

b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents?*

OUI EN PARTIE NON

* Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises afin de minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

Il est clair que le premier besoin le plus urgent pour les personnes sévèrement affectées par la sécheresse est d'ordre alimentaire. Le PAM dans le cadre de la réponse conjointe du secteur sécurité alimentaire et moyen de subsistance a pu répondre à ce besoin dès la première semaine de l'obtention du fonds CERF. Puis, le fonds a été déterminant pour couvrir les besoins des femmes et des enfants moins de 5 ans malnutris non-couverts : les dépistages exhaustifs ont révélé des prévalences de malnutrition aigüe dépassant les seuils d'intervention et le fonds a permis de réaliser l'achat de produits nutritionnels de supplémentation et réduire la malnutrition aigüe chez les femmes et les enfants ciblés. Par ailleurs, la réponse nutritionnelle avait été prioritairement orientée vers les communes les plus vulnérables sur la base des résultats des différentes évaluations et le positionnement des partenaires a été revu suite au dépistage actif qui fournit plus de détails sur les communes les plus affectées par la malnutrition aigüe. Les supports du secteur Wash aux réponses en sécurité alimentaire et nutritionnelles à cause de la précarité de la situation en eau hygiène et assainissement des familles cibles avec enfants malnutris, ont été fournis aux moments cruciaux des réponses.

c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI EN PARTIE NON

Dans les six mois après l'obtention du fonds CERF, plus de 9.7 millions de dollars Américains ont été mobilisés. Cependant, ces fonds ne sont pas toujours suffisants pour répondre aux besoins additionnels constatés après la fin des réponses financées par le CERF, suite à la persistance des facteurs aggravants à savoir la poursuite du déficit prolongé des pluies depuis le mois de mai 2015, et qui va continuer jusqu'en mars 2015 à cause de l'El Nino, et la perte énorme des cultures principales en juin 2015.

d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?

OUI EN PARTIE NON

Au niveau de la coordination générale, les réponses en général dans le Grand sud, dont celles financées par le CERF, ont fait l'objet des réunions régulières de coordination de l'inter-cluster (toutes les deux semaines) ainsi que des réunions au niveau du HCT avec la présence de certains donateurs.

Au niveau des secteurs humanitaires, des réunions de coordination des intervenants dans la Sécurité Alimentaire avaient eu lieu dans les zones d'intervention pour une meilleure synergie, complémentarité et synchronisation de leurs actions. La coordination s'est fait surtout au niveau du ciblage des zones d'intervention et a permis d'améliorer le partage d'informations au niveau des différents intervenants sectoriels. A titre d'exemple, pour le PAM, une complémentarité a été conduite avec l'UNFPA, le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF), du Ministère de la Santé Public et du partenaire CSA pour rehausser les impacts des appuis menés auprès des bénéficiaires cibles. L'UNFPA et le MINSAN étaient en charge du ré-établissement de l'accès aux services de santé reproductive et de soins maternels et néonataux et de la distribution des kits de dignité, le MPPSPF et l'UNFPA dans le soutien psycho-social et le renforcement de capacité sur le genre et les violences basées sur le genre.

Le partenariat de la FAO et de ses partenaires de mise en œuvre a reposé sur une base de partage des coûts et de complémentarité. Les partenaires ont ainsi réalisé des apports et partagé le coût de la mise en œuvre, tels l'utilisation de locaux (magasins) dans les zones d'intervention du projet pour le stockage des semences et intrants avant leur distribution, la fourniture des services de personnel nécessaire à la mise en œuvre du projet, l'appui logistique à toutes les formations organisées par la FAO ou ses partenaires dans le cadre de ce projet, l'appui logistique au personnel de la FAO et de ses partenaires pendant les missions de suivi sur le terrain et le partage de coûts sur le budget total.

e) Le cas échéant, veuillez expliquer d'autres aspects de la valeur ajoutée à la réponse humanitaire par le financement CERF

En dehors des actions d'urgence, le financement CERF a permis de renforcer les capacités des techniciens des ONG locaux partenaires, des paysans leaders et des paysans bénéficiaires en matière d'itinéraires techniques relatifs aux principales cultures vivrières et cultures maraîchères adaptées aux zones d'intervention. Malgré son caractère d'urgence, le projet CERF a ainsi laissé des acquis et des connaissances durables qui accompagneront les bénéficiaires dans leurs futures actions de développement. L'introduction de variété de manioc résistante à la mosaïque a été une aubaine pour les paysans, car les variétés habituellement utilisées dans les zones d'intervention du projet ne résistent pas à ce virus et ne produit plus suffisamment. Il en est de même pour l'introduction des nouvelles spéculations de maraîchère qui va permettre d'améliorer l'alimentation des bénéficiaires et d'améliorer leurs revenus par la diversification de leurs activités. La structuration des bénéficiaires par la création de groupements sous le contrôle des paysans leaders, et les expériences ainsi acquises faciliteront dans le futur l'accès des ménages à d'éventuel microprojet à base communautaire.

V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE <u>SECRETARIAT DU CERF</u>		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
La contribution du CERF à travers OCHA n'est pas très visible par rapport aux contributions des autres donateurs	Une simple note verbale adressée Gouvernement annonçant l'allocation CERF ne serait pas suffisante, l'allocation CERF devrait être officiellement présentée au Gouvernement et médiatisée (ce que les autres Donateurs font systématiquement)	UNRC, OCHA, Agences récipiendaires

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L' <u>EQUIPE DE PAYS</u>		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
La multisectorialité de la réponse proposée a été une bonne pratique à renouveler afin d'adresser simultanément les besoins de sécurité alimentaire, de nutrition et de Wash.	Planifier dans le budget une mission conjointe pour évaluer les besoins suite à l'appui CERF	OCHA et agences récipiendaires
La mise en œuvre du projet a bénéficié d'une coordination par secteur à travers les clusters et également une coordination de l'ensemble des clusters à travers les réunions de l'inter-cluster.	Maintenir cette approche	OCHA et Coordonnateurs des clusters
La complémentarité inter-agences dans chaque projet a permis une synergie d'actions : par exemple, coupler le traitement avec la prévention de la malnutrition aigüe pour accélérer la réduction de la prévalence.		Toutes les agences impliquées dans la réponse d'urgence
La considération des zones à fort potentiel de production au lieu de fournir des semences aux zones peu productives. En effet, force a été de constater que malgré les efforts des bénéficiaires, plusieurs parcelles, quoique bien traitées, n'ont pas pu produire, faute de disponibilité d'eau	Ce sera aux zones productives de fournir les aliments, via les marchés, aux zones moins productives. Pour les zones peu productives, d'autres formes d'aide, sous forme de VCT/ACT, semblent être plus appropriées. Mais il importe aussi de développer les moyens de subsistance autres que l'agriculture, comme l'élevage à cycle court, l'artisanat. De même, l'agriculture à cycle court est à développer fortement. Dans les zones où une intervention d'urgence a été menée, une poursuite des activités vers la construction de la résilience est recommandée afin d'éviter la récurrence des chocs et de l'insécurité alimentaire.	FAO/PAM
L'importance de la structuration des paysans en groupement a facilité le transfert des connaissances, le suivi et l'encadrement.	Ce système est très adapté, surtout pour la production de semences (cas des multiplications de boutures de manioc et de liane de patate douce).	FAO
Le plan de contingence 2012-2015, malgré son importance, n'est plus	Mettre à jour le plan de contingence et élaborer des outils d'évaluation spécifiques à la crise liée à la sécheresse	Leads des Clusters, UNOCHA

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR L'EQUIPE DE PAYS		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
tellement à jour pour fournir tous les détails requis		

VI. RESULTATS DES PROJETS

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET						
CERF project information						
1. Agence:	FAO PAM		5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	FAO : 13.04.15 – 12.10.15 PAM : 14.04.15 – 13.10.15		
2. Code du projet CERF:	15-RR-FAO-015 15-RR-WFP-026		6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours		
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Sécurité Alimentaire			<input checked="" type="checkbox"/> Achevé		
4. Titre du projet:	Assistance alimentaire et appui à la relance agricole d'urgence aux ménages en difficulté alimentaire aigüe suite à la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar.					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 5,530,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :	US\$ 2,403,300	▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :		US\$ 101,033	
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 1,360,000	▪ Partenaires gouvernementaux :		US\$ 13,645	
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	19,048	18,302	37,350	20,078	19,317	39,395
Adultes (≥ 18 ans)	13,548	14,102	27,650	14,210	14,874	29,084
Total	32,596	32,404	65,000	34,288	34,191	68,479
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus		Nombre de Bénéficiaires Atteint			
Réfugiés						

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays		
Population d'accueil		
Autres personnes touchées	65,000	68,479
Total (identique au total figurant au point 8a)	65,000	68,479
<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>	Le nombre de bénéficiaires a été en hausse par rapport à la prévision car le faible coût des intrants a permis de faire des économies et d'apporter des amendements par rapport à la quantité d'intrant par bénéficiaire, et par rapport à l'extension de la zone d'intervention et à l'augmentation du nombre des bénéficiaires pour l'ORN Androy. L'augmentation de la quantité des intrants disponibles a par la suite augmenté les superficies cultivées. Il en est de même pour le nombre des bénéficiaires de l'assistance alimentaire vu que le fonds disponible a permis d'acheter plus de vivres. Par contre, après le ciblage sur terrain, le nombre de ménages ayant bénéficié d'une distribution gratuite et ciblée de vivres est moindre par rapport à la prévision.	

Cadre des résultats du projet CERF				
9.Objectif du projet	Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence : Répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents des personnes et des communautés vulnérables et abaisser le taux de dénutrition en dessous du seuil d'urgence			
10.Énoncé des résultats	La Consommation alimentaire des ménages / individus victimes de la sécheresse dans les régions d'Androy, Anosy et Atsimo Andrefana est améliorée pendant les périodes d'assistance du PAM.			
	Indicateur 1	Pourcentage des ménages ayant un Score de consommation alimentaire faible désagrégé.	46.4	9.28 (80% réduction)
	Indicateur 2	Indice de stratégie de survie (moyenne)	36.3	<36.3
	Indicateur 3	Score de diversité alimentaire	3.29	>3.29
11. Résultat				
Résultat 1	Produits alimentaires, de qualité distribuée, en quantité suffisante et en temps voulu aux bénéficiaires ciblés			
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint	
Indicateur 1.1	Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire ventilé par catégorie de bénéficiaires, sexe en pourcentage du nombre planifié	PAM : 65,000 (100%)	PAM : 68,479	
Indicateur 1.2	Quantité d'aliments distribuée par type de produits en pourcentage de la quantité prévue (MT)	PAM : 1,656 (100%)	PAM : 1,656 (100%)	

Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Distribution gratuite et ciblée de vivres pour les ménages sans force de travail et avec un ratio de dépendance élevé	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.	PAM à travers, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR., ORN Androy, Fitahia, Fitamia, Kiomba, Havelontika
Activité 1.2	Mener des activités de sensibilisation et information sur le genre et protection au niveau des communautés assistées.	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.	PAM à travers, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR., ORN Androy, Fitahia, Fitamia, Kiomba, Havelontika
Résultat 2	Relance agricole d'urgence pour sauver la campagne agricole à travers un re-semis au plus tard mi-avril 2015		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Nombre de ménages ayant bénéficié de l'assistance alimentaire combinée à une distribution de semences et d'intrants agricoles	10,000	13,364
Indicateur 2.2	Superficie de champs re-cultivés et nombre de petits 'actifs restaurés par les membres de communauté par type et par unité de mesure (Marre – m3 / Barrage de retenu d'eau de pluie – m3/ Ha de terrain agricole aménagé / Cultivé...)	A déterminer selon les besoins des membres des communautés assistées	997 Ha cultivés.
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Distribution de semences pour les ménages en difficulté alimentaire aigüe et à court d'intrants	FAO à travers ORN Androy, Ampela mitraoke, MADR. CARE	FAO à travers ORN Androy, Ampela mitraoke, MADR. CARE
Activité 2.2	Distribution de vivres pour les ménages en difficulté alimentaire aigüe et à court d'intrants, cibles pour la relance agricole d'urgence	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.
Activité 2.3	Réhabiliter les actifs de support à la relance agricole assistée par le biais des activités de Vivre Contre Travail en dehors des activités agricoles	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.	PAM à travers 2H, CDD, MIARO, MANAO, Ampelamitraoke, CSA Mandrare, MADR.
Activité 2.4	Accompagner techniquement les ménages cibles pendant la période de relance agricole jusqu' aux récoltes.	FAO à travers ORN Androy, Ampela mitraoke, MADR. CARE	FAO à travers ORN Androy, Ampela mitraoke, MADR. CARE
12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :			
13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi			

Le nombre de bénéficiaires a été en hausse par rapport à la prévision car le faible coût des intrants a permis de faire des économies et d'apporter des amendements par rapport à la quantité d'intrant par bénéficiaire, et par rapport à l'extension de la zone d'intervention et à l'augmentation du nombre des bénéficiaires pour l'ORN Androy. L'augmentation de la quantité des intrants disponibles a par la suite augmenté les superficies cultivées. Après le ciblage sur terrain, le nombre de ménages ayant bénéficié d'une distribution gratuite et ciblée de vivres est moindre par rapport à la prévision.

14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-elle une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUEE <input checked="" type="checkbox"/>
Le projet en soi n'a pas été évalué. Cependant, une évaluation de la situation des récoltes et de l'insécurité alimentaire a été faite au niveau national et qui avait utilisé des indicateurs plus spécifiques dans la zone du projet CERF. En effet, les résultats des réponses à l'insécurité alimentaire ont pu être tirés de cette évaluation.	EVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE EVALUATION PREVUE <input type="checkbox"/>

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

CERF project information						
1. Agence:	UNICEF PAM	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	15.03.15 – 14.09.15			
2. Code du projet CERF:	15-RR-CEF-038 15-RR-WFP-025	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours			
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé			
4. Titre du projet:	Réponse à la crise nutritionnelle survenue suite à une sécheresse prolongée dans les districts du sud de Madagascar affectées					
7. Funding	a. Budget Total du Projet : US\$ 2,215,465		d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :		▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge :		US\$ 50,000	
	c. Montant reçu du CERF : US\$ 1,155,118		▪ Partenaires gouvernementaux :		US\$ 117,026	
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	11,662	12,138	23,800 Dont 2,300 enfants en MAS	4,619	4,672	17,916 dont 2,530 enfants en MAS
Adultes (≥ 18 ans)				8,625		8,625
Total	11,662	12,138	23,800	13,244	4,672	26,541
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus			Nombre de Bénéficiaires Atteint		
Réfugiés						
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays						
Population d'accueil						
Autres personnes touchées	23,800 dont 2,300 enfants en MAS			26,541 dont 2,530 enfants en MAS traités		
Total (identique au total figurant au point 8a)	23,800 dont 2,300 enfants en MAS			26,541 dont 2,530 enfants en MAS traités		

<i>En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</i>	Cet écart entre le nombre de cas prévu et le nombre effectivement pris en charge résulte du fait que l'estimation de la cible résultait d'une évaluation rapide qui n'est donc pas très exacte, en tout cas pas aussi exacte que le dépistage qui a suivi en avril 2015
---	---

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Contribuer à réduire la mortalité infanto-juvénile liée à la malnutrition aigüe et à prévenir la survenue de la malnutrition aigüe parmi les enfants de moins de 5 ans dans les districts affectés par la sécheresse du sud de Madagascar.		
10.Énoncé des résultats	Accès amélioré des enfants souffrant de malnutrition aigüe à une prise en charge de qualité et des enfants sains à des services de prévention de la malnutrition aigüe.		
11. Résultat			
Résultat 1	2,300 enfants atteints de malnutrition aigüe sont admis dans les centres de traitement et ont accès à une prise en charge de qualité		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Nombre d'enfants de moins de 5 ans dépisté pour la malnutrition aigüe	40,000	227,236
Indicateur 1.2	Nombre d'enfants atteints de malnutrition aigüe sévère admis dans les centres de traitement	2,300	2,530
Indicateur 1.3	Pourcentage d'enfants sorties guéris de la malnutrition aigüe sévère par les centres de traitement	75%	71.5%
Indicateur 1.4	Nombre de districts affectés n'ayant pas connu et rapporté des ruptures de stock en aliments thérapeutiques prêt à l'emploi (ATPE) pour le traitement et de la malnutrition aigüe sévère	7	7
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Dépistage actif de la malnutrition aigüe et acheminement vers les centres de traitement	UNICEF et partenaire gouvernementaux et non gouvernementaux	UNICEF, Ministre de la Santé (et ses démembrements régions, districts et Centres de Santé), l'Office National de Nutrition (ONN) et ses démembrements régionaux, l'ONG Action Contre la Faim (ACF)
Activité 1.2	Remise à niveau des agents communautaire et des agents sanitaires sur le dépistage et le traitement de la malnutrition aigüe sévère	UNICEF et partenaire gouvernementaux et non gouvernementaux	L'ONN et ses démembrements régionaux dans les régions affectées ont formé 4.002 agents communautaires

			<p>sur la détection des cas de malnutrition aigüe.</p> <p>Le Ministère de la Santé et les directions régionales de santé des régions touchées par la crise ont formé 48 agents de santé nouvellement affectés sur le traitement de la malnutrition aigüe sévère</p>
Activité 1.3	<p>Achat et acheminement vers les districts affectés des intrants nutritionnels, des médicaments essentiels et des équipements nécessaires au dépistage et à la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère</p>	UNICEF	<p>L'UNICEF a acheté et acheminé au niveau des 7 districts 2,300 cartons d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi (ATPE), de lait thérapeutique et des médicaments essentiels.</p> <p>L'UNICEF a par ailleurs mis à la disposition de chaque district des fonds pour assurer l'acheminement des intrants du niveau district vers les Centres de Santé périphériques.</p>
Activité 1.4	<p>Apport d'appui aux partenaires pour la mise en œuvre et la supervision de l'intervention</p> <p>Reproduction et distribution d'outils de gestion de la prise en charge de la malnutrition aigüe</p>	UNICEF	<p>L'UNICEF a recruté et mis à la disposition des districts touchés trois consultants expérimentés dans le domaine de la nutrition pour assurer la coordination des acteurs impliqués dans la réponse nutritionnelle et pour appuyer la supervision.</p> <p>Ces consultants avec les équipes</p>

			<p>cadre des districts ont effectué 198 supervisions formatives pendant la durée du projet. Plus de 10,000 fiches individuelles d'admission ont été reproduites et distribuées aux structures de trainement</p> <p>Les directions régionales de santé des trois régions concernées ont effectué 18 supervisions au niveau des districts.</p> <p>Enfin le niveau central (Ministère de la Santé, Office National de Nutrition et UNICEF) ont entrepris au total 6 missions de supervision au niveau régional et district.</p>
Activité 1.5	Suivre et évaluer la situation nutritionnelle dans les districts concernés	UNICEF et partenaire gouvernementaux et non gouvernementaux	<p>L'UNICEF en collaboration avec le Ministère de la Santé et l'Office National de Nutrition ont formé des personnels sur la surveillance de la situation nutritionnelle. Suite à cela, un système de suivi régulier de la situation basé sur la collecte et l'analyse des données du programme a été mise en place.</p> <p>Par ailleurs et pour répondre aux nombreux constats sur la présence des intrants nutritionnels sur les</p>

			marchés, des comités avaient été mis en place pour lutter contre ce phénomène.
Résultat 2	1,800 enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aigüe modérée sont pris en charge par une distribution ciblée de suppléments alimentaires		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Taux de guérison de la malnutrition aigüe modérée	75%	83%
Indicateur 2.2	Taux de non réponse au traitement contre la malnutrition aigüe modérée	<5%	0
Indicateur 2.3	Taux d'abandon dans le traitement de la malnutrition aigüe modérée	<15%	17%
Indicateur 2.4	Taux de mortalité dans le traitement de la malnutrition aigüe modérée	< 3%	0
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Achat et distribution de produits de supplémentation aux partenaires	PAM	PAM, NGO Filles de la Charité, NGO Agence d'exécution Église Catholique Apostolique et Romaine, ONG Miaro, Ministère de la Santé
Activité 2.2	Mise en œuvre du TSFP au niveau communautaire en collaboration avec les ONG (dépistage, transfert et prise en charge)	PAM, ONG Action Contre la Faim, MoH	PAM, Action contre la faim, Onn-PNNC
Résultat 3	20,000 femmes enceintes et femmes allaitantes malnutris et enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation supplémentaire de couverture, du counseling sur l'alimentation du nourrisson et d'un enfant de bas âge et sont déparasités		
Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Atteint
Indicateur 3.1	Taux de couverture du BSFP (Proportion de la population éligible qui participe au programme)	70%	81%
Indicateur 3.2	Taux de participation au BSFP (Proportion de la population ciblée qui participe à moins 2 distributions)	70%	85%
Indicateur 3.3	Nombre de mère d'enfants de moins de 23 mois ayant bénéficié du counseling sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et enfant de bas âge	17,000	
Indicateur 3.4	Nombre d'enfants de 12 à 59 mois ayant été déparasités	27,880	175,917
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Achat et distribution de produits de	PAM	PAM

	supplémentation ² aux partenaires		
Activité 3.2	Sensibilisation des communautés, recensement et ciblage participatif des bénéficiaires	PAM, NGO Action Contre la Faim, NGO Filles de la Charité, NGO Agence d'exécution Église Catholique Apostolique et Romaine, ONG Tamafa, ONG Miaro, Ministère de la santé	PAM, NGO Action Contre la Faim, NGO Filles de la Charité, NGO Agence d'exécution Église Catholique Apostolique et Romaine, ONG Miaro, Ministère de la Santé
Activité 3.3	Mise en œuvre du BSFP au niveau communautaire en collaboration avec les ONG	WFP, ONG Action Contre la Faim, ONG Filles de la Charité, ONG Agence d'exécution Église Catholique Apostolique et Romaine, ONG Tamafa, ONG Miaro	PAM, NGO Filles de la Charité, ONG Agence d'exécution Église Catholique Apostolique et Romaine, ONG Miaro, Ministère de la Santé
Activité 3.4	Production et rendre disponible des outils de counseling sur l'alimentation du nourrisson et des jeunes enfants (ANJE)	Ministère de la santé et Office national de nutrition avec l'appui de l'UNICEF	L'UNICEF a mis à la disposition du Ministère de la Santé 148 outils pour le counseling individuel sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant au niveau des structures de santé et 437 outils pour le counseling au niveau communautaire.
Activité 3.5	Appui aux agents pour le déparasitage des enfants de 12 à 59 mois	Ministère de la santé avec l'appui de l'UNICEF	L'UNICEF, le Ministère de la Santé et les districts sanitaires ont lors des « Semaines de la sante de la mère et de l'enfant » avaient déparasité 175,917 enfants de 12 à 59 avec des comprimés d'albendazole fournis à disposition par UNICEF.
Activité 3.6	Achet et distribution de comprimés pour le déparasitage	UNICEF	

² Aliments de supplémentation prêt à l'emploi, Plumpy Do, Supercereal et huile

Activité 3.7	Remise à niveau des agents communautaires sur le counseling ANJE	UNICEF	L'UNICEF, l'Office National de Nutrition et ses démembrements régionaux avaient organisé des sessions de renforcement des capacités pour 6,000 agents communautaires sur la détection des cas de malnutrition aigüe et 437 agents sur le counseling en l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant.
--------------	--	--------	---

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

PAM
 Les résultats des activités sont en ligne avec les résultats planifiés. La supplémentation nutritionnelle de couverture a démarré dès le versement des fonds à partir des intrants nutritionnels disponibles dans le pays. La supplémentation nutritionnelle ciblée a démarré en juillet après achat au niveau international et réception des intrants.

UNICEF
 Les principales différences observées entre les résultats planifiés et atteints portent notamment sur le nombre d'enfants pris en charge qui est un peu supérieur à la planification. Cela résulte du fait que la planification a été faite sur la base de l'évaluation rapide qui avait en fait sous-estimé le nombre total d'enfant affecté par la crise. On note aussi une grande différence entre le nombre planifié d'enfants à déparasiter et ceux qui ont été déparasités. Cette différence résulte du fait que le déparasitage a été associé à la semaine de santé de la mère et de l'enfant, qui contrairement à la routine, a permis d'atteindre bien plus de bénéficiaires.

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les ONG locales et le PAM consultent les communautés pour définir les modalités de distribution. Les groupes vulnérables peuvent bénéficier de modalités adaptées à leurs besoins spécifiques, par exemple les femmes enceintes ou femmes ayant nouvellement accouché peuvent nommer un membre de leur famille pour collecter leur supplémentation nutritionnelle. La satisfaction des bénéficiaires sur l'assistance apportée est mesurée à travers une enquête et les suggestions d'amélioration sont prises en compte dans le design des activités.

14. Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?	ÉVALUATION EFFECTUÉE <input checked="" type="checkbox"/>
Les taux de couverture et de participation aux activités de supplémentation nutritionnelle ont été évalués à travers une enquête transversale. L'enquête a également permis de collecter le retour des bénéficiaires sur leur satisfaction liée à l'intervention reçue, leurs défis, ainsi que le coût d'opportunité pour recevoir l'assistance. L'enquête a également permis de collecter les indicateurs nutritionnels des enfants de moins de deux ans dans les communes ayant bénéficié des interventions de prévention de malnutrition aigüe.	ÉVALUATION EN COURS <input type="checkbox"/>
	AUCUNE ÉVALUATION PRÉVUE <input type="checkbox"/>

TABLE 8: LES RESULTATS DU PROJET

CERF project information						
1. Agence:	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	07.04.15 – 06.10.15			
2. Code du projet CERF:	15-RR-CEF-037	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours			
3. Groupe sectoriel/Secteur:	WASH		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé			
4. Titre du projet:	Appui en WASH aux familles ayant des enfants malnutris					
7. Funding	a. Budget Total du Projet :	US\$ 324,000	d. Fonds CERF transmis aux partenaires d'exécution :			
	b. Montant total du financement reçu pour le projet :		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenaires ONG et Croix Rouge/Croissant Rouge : 			
	c. Montant reçu du CERF :	US\$ 104,004	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Partenaires gouvernementaux : 			
Résultats Obtenus						
8a. Nombre total de personnes ayant bénéficié directement du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).						
Bénéficiaires Directs	Prévus			Atteint		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Enfants (< 18 ans)	3,070	2,187	5,257			5,898
Adultes (≥ 18 ans)	1,909	1,834	3,743			3,462
Total	4,979	4,021	9,000	5,242	4,118	9,360
8b. Profil des bénéficiaires						
Catégorie	Nombre de Bénéficiaires Prévus			Nombre de Bénéficiaires Atteint		
Réfugiés						
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays						
Population d'accueil						
Autres personnes touchées						
Total (identique au total figurant au point 8a)	9,000			9,360		
En cas de différence significative entre le nombre, ou la répartition par genre et ans, de bénéficiaires prévus et atteints, merci	La différence n'est pas significative.					

d'en expliquer les raisons:	
-----------------------------	--

Cadre des résultats du projet CERF			
9.Objectif du projet	Contribuer à la prévention et à la réduction des risques dus à l'absence d'accès à l'eau potable, d'assainissement et d'hygiène en fournissant les articles et équipement suivants à 1.800 familles du district de Bekily, (région d'Androy) qui ont des enfants malnutris : filtres d'eau céramique, dispositifs de lavage des mains et savons. Ces articles et équipement leur permettent de traiter l'eau à domicile et de se laver les mains de manière adéquate pendant au moins 3 mois.		
10.Énoncé des résultats	Au moins 80% des familles ciblées pratiquent le traitement d'eau céramique à l'aide des filtres qui leur sont distribués ; Au moins 80% des familles ciblées se lavent les mains avec du savon aux moments cruciaux d'utilisation du fond CERF.		
11. Résultat			
Résultat 1	1,800 familles ayant d'enfant malnutri ont reçu des filtres à eau.		
Indicateurs du résultat 1	Description	Cible	Atteint
Indicateur 1.1	Nombre de filtres distribués	1,800	1,800
Activités du résultat 1	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 1.1	Achat et acheminement filtres	UNICEF	UNICEF
Activité 1.2	Distribution filtres	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la santé, agents communautaires, Comités Territoriales Décentralisés (CTD)	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la Santé, Agents Communautaires,
Résultat 2	1,800 familles ayant d'enfant malnutri ont reçu des dispositifs de lavage des mains.		
Indicateurs du résultat 2	Description	Cible	Atteint
Indicateur 2.1	Nombre de dispositifs de lavage des mains distribués	1,800	1,800
Activités du résultat 2	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 2.1	Achat et acheminement des dispositifs de lavage des mains	UNICEF	UNICEF
Activité 2.2	Distribution des dispositifs de lavage des mains	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la santé, agents communautaires, Comités Territoriales Décentralisés (CTD).	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la Santé, Agents Communautaires, Médecin inspecteur, Chef CSB
Résultat 3	1,800 familles ayant d'enfant malnutri ont reçu des savons.		

Indicateurs du résultat 3	Description	Cible	Atteint
Indicateur 3.1	Nombre de savons distribués	1,800 cartons	1,800
Activités du résultat 3	Description	Mise en œuvre par (Prévu)	Mise en œuvre par (Réel)
Activité 3.1	Achat et acheminement de savons	UNICEF	UNICEF
Activité 3.2	Distribution de savons	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la santé, agents communautaires, Comités Territoriales Décentralisés (CTD).	UNICEF, Ministère de l'Eau, Ministère de la Santé, Agents Communautaires, Médecin inspecteur, Chef CSB

12. S'il vous plaît fournir des informations supplémentaires ici sur les résultats des projets et en cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons :

Initialement, l'intervention avec les fonds CERF pour le secteur WASH étaient prévue pour les familles ayant d'enfant malnutris dans le district de Bekily seulement mais après les résultats de l'évaluation et pour avoir une cohérence avec le secteur nutrition dans l'optimisation des impacts, des ajustements ont été apportés pour cibler également les familles ayant d'enfants malnutris dans deux autres districts (Ambovombe et Amboasary) par le projet. Donc au final, 944 familles à Amboasary, 550 familles à Ambovombe et 306 familles à Bekily.

13. S'il vous plaît décrire comment la redevabilité à l'égard des populations touchées (accountability to affected populations) a été assurée lors de la conception du projet, la mise en œuvre et le suivi

Les matériels ont été distribués directement aux chefs des familles notamment les mères qui ont été formées sur son utilisation. Des missions d'évaluation sont en cours à travers d'autres fonds pour vérifier l'appropriation, la qualité et l'efficacité du projet

14. Evaluation: Ce projet a t'il été évalué ou il y a-t-il une évaluation en cours?

ÉVALUATION EFFECTUEE

Une évaluation sera tenue pour vérifier l'utilisation et le degré d'appropriation des familles pour les équipements fournis par le projet. L'évaluation se fera par échantillonnage auprès des familles bénéficiaires par les agents communautaires, des outils y relatif ont été déjà conçus.

EVALUATION EN COURS

AUCUNE EVALUATION PREVUE

ANNEXE 1. FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERE AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code du Project CERF	Groupe Sectoriel/Secteur	Agence	Type du Partenaire	Total des fonds du CERF transférés au Partner US \$
15-RR-CEF-038	Nutrition	UNICEF	ONGI	\$50,000
15-RR-CEF-038	Nutrition	UNICEF	GOUV	\$44,000
15-RR-CEF-038	Nutrition	UNICEF	GOUV	\$73,026
15-RR-FAO-015	Agriculture	FAO	ONGN	\$14,220
15-RR-FAO-015	Agriculture	FAO	ONGN	\$16,846
15-RR-FAO-015	Agriculture	FAO	ONGN	\$14,604
15-RR-FAO-015	Agriculture	FAO	GOUV	\$13,645
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$4,557
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$5,909
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$3,905
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$2,356
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$3,789
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$3,819
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$11,352
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$6,999
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	ONGN	\$11,097
15-RR-WFP-026	Aide alimentaire	PAM	GOUV	\$1,580

ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

ACF	Action Contre la Faim
ACT	Argent Contre Travail
ATPE	Aliments thérapeutiques prêt à l'emploi
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
BLU	Bande Latéral Unique
CARE	Cooperative Assistance and relief Everywhere
CERF	Fond central d'intervention d'urgence
CERF/RR	Fond central d'intervention d'urgence/Réponse Rapide
CERF/UFE	Fond central d'intervention d'urgence/Underfunded
CNA	Centre National Antiacridien
CRENA	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire
CRENI	Centre de Récupération Nutritionnelle Intensive
CSB	Centre de Santé de Base
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CSA	Centre de Service Agricole
DPV	Direction de la Protection de Végétaux
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FID	Fond d'Intervention pour le Développement
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
HCT	Equipe Humanitaire du Pays (Humanitarian Country Team)
IGR	Insect Growth Regulator
MADR	Multi-Action pour le Développement Rural
MinSan	Ministère de la Santé Publique
MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OCHA-ROSA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - Regional Office for Southern Africa
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONN	Office National de la Nutrition
ORN	Office Régional de la Nutrition
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCN	Poste de Coordination National
PPE	Equipement de Protection Personnel
ULV	Ultra Low Volume
UNDP	United Nation Development Program
UNFPA	United Nation Population Fund
SIG	Système d'Information Géographique
SNU	Système des Nations Unies
VCT	Vivres Contre Travail